

Inventer un nouveau PS

« Les statuts ne font ni les victoires, ni les défaites, mais ils définissent une organisation, un mode de fonctionnement, une vision aussi de la démocratie ». Lancée au congrès d'Aubervilliers, la procédure de la réforme statutaire entre dans sa dernière ligne droite.

Depuis un an, le PS s'est déjà réformé. Il a mis en place de nouvelles pratiques plus participatives, une volonté de faire confiance aux fédérations et aux sections. Il convient maintenant d'aller plus loin et d'inscrire cette volonté de changement dans les statuts, pour inventer un nouveau Parti Socialiste.

Cette réforme statutaire place l'adhérent au cœur du parti. Le PS doit être un lieu de débats, d'éducation populaire, au service d'un projet collectif de transformation sociale du Pays. Le droit à la formation des adhérents sera désormais inscrit noir sur blanc dans les statuts.

Les formes d'engagement évoluent. Le parti doit en tenir compte et devenir plus ouvert sur la société et plus accueillant. Il est nécessaire de déverrouiller le système d'adhésion en créant un statut des sympathisants, des « engagés » ou des militants thématiques. Le vote électronique sera enfin possible pour les consultations sur les chantiers thématiques. L'engagement des sympathisants sera encouragé sur la base d'une adhésion à un euro. Elle donnera le droit de participer aux chantiers thématiques.

Les socialistes sont décentralisateurs et doivent porter, au sein de leur parti, cette conviction. Cela passe par une plus grande souplesse d'organisation pour les fédérations et les sections, une nouvelle



Pour un parti plus accueillant

implantation territoriale et une nouvelle carte administrative du parti à l'initiative des fédérations, en fonction des réalités et des spécificités locales.

Le pluralisme a été et restera la grande force du Parti Socialiste. Ses adhérents seront régulièrement consultés. Le non-cumul des responsabilités dans le temps sera instauré afin de permettre à un maximum d'adhérents de s'investir dans le parti. Les référendums d'initiative militante seront enfin possibles selon des modalités qui restent à définir.

Enfin, le PS doit être plus efficace grâce à une clarification des fonctions de chaque instance, à des statuts simplifiés et un règlement intérieur plus lisible.

Le Parti Socialiste évolue. Symboliquement avec le déménagement de son siège national, mais très concrètement avec cette réforme statutaire qui va permettre aux adhérents de s'impliquer pleinement dans la vie de leur parti.

Au terme de la procédure de révision, la proposition de modification des statuts devra être adoptée par les délégués réunis en Congrès statutaire, le 15 décembre 2018.



Fiscalité juste

La fiscalité écologique est un outil indispensable pour parvenir à réussir la transition énergétique. Personne ne le nie, sûrement pas les socialistes. Mais l'effort en faveur de cette transition doit être équitablement partagé.

La plupart des experts s'accordent pour estimer qu'au moins trente milliards d'euros sont nécessaires pour opérer cette transition : dix pour les ménages, dix pour les entreprises et dix pour la puissance publique.

Ce sont les Français les plus modestes qui souffrent le plus de la précarité énergétique ou qui sont obligés d'utiliser leurs voitures pour se déplacer. Et ce sont eux qui sont les plus taxés. La fondation Abbé Pierre estime que les 10% des Français les plus pauvres contribuent quatre fois plus que les 10% les plus riches. Ce n'est pas acceptable.

Sans justice, la transition énergétique sera impossible. Il faut que le gouvernement en prenne rapidement conscience.

PS29

La Région tient son cap

Le cap Fixé par la majorité régionale en 2015 et validé par les électeurs est-il tenu? La réponse est clairement positive à la lecture du point d'étape que vient de publier l'alliance progressiste des socialistes et démocrates de Bretagne.



Inventer la Bretagne de 2040

« **Voilà déjà deux ans et demi que notre majorité régionale met en œuvre son projet en faveur d'une Bretagne prospère, inventive, solidaire et rayonnante** », résume Loïg Chesnais-Girard, en préambule de ce document de près de 90 pages qui reprend les politiques mises en œuvre par la Région Bretagne dans les domaines de l'économie, de l'aménagement du territoire, de la formation, des transports ou de la transition écologique.

Pour chacun de ces thèmes, le document revient sur ce qui a été annoncé

en 2015, sur ce qui a déjà été réalisé et sur ce qui est en cours de réalisation.

Le Conseil régional agit et prend ses responsabilités sur les compétences que la loi lui a confiées comme les transports, la formation professionnelle, pour quelques mois encore, ou les lycées.

« L'énergie est intacte. »

La Région Bretagne accompagne les lycéens à travers le programme « Pass ressources pédagogiques » doté d'un budget de 3,3 millions d'euros ou en consacrant 100 millions d'euros pour la construction ou la rénovation des lycées bretons, publics ou privés.

Pour les transports, la Bretagne reste une des régions montrées en exemple qu'il s'agisse de la progression de la fréquentation des TER ou de la qualité du service.

Le Conseil régional, comme il s'y était engagé, mène une politique d'aménagement du territoire ambitieuse et équilibrée. Il applique le principe de péréquation qui se traduit concrètement par un soutien prioritaire aux pays les plus fragiles sur le plan démographique et économique. En 2017, les 22 contrats (avec les 21 pays et les îles du Ponant) ont été révisés. L'enveloppe a été augmentée

de 107 millions d'euros et les mécanismes de péréquation ont été renforcés.

Enfin, la Région a engagé une réflexion prospective pour inventer et préparer la Bretagne de 2040 avec l'ensemble des forces vives de la région à travers la *Breizh Cop*. Alors que la loi NOTRe impose aux régions de se doter d'un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), le Conseil régional a décidé de transformer ce qui aurait pu se limiter à un exercice bureaucratique, en grande concertation prospective ouverte, à l'ensemble des forces vives et des citoyens.



www.socialistes-democrates-bretagne.bzh

À mi-parcours, l'énergie des élus de la majorité régionale reste intacte pour construire la Bretagne performante, solidaire et équilibrée que veulent les Bretonnes et les Bretons.

Quelques exemples...



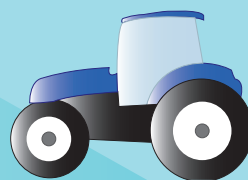
Un nouveau modèle touristique

Comme elle s'y était engagée, la majorité régionale soutient le développement de nouvelles formes de tourisme (vert, social, industriel et économique, de proximité, fluvial et maritime), notamment en zones rurales et tout au long de l'année. Cette stratégie régionale en faveur d'un « modèle touristique à la bretonne » s'est traduite par les premières *Rencontres touristiques de Bretagne*, en avril 2018 afin de mettre en œuvre les synergies entre tous les acteurs.



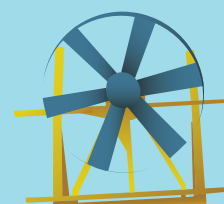
Mégalis

La Région a été à l'origine de la création du syndicat mixte *Mégalis* qui doit permettre à toutes les Bretonnes et les Bretons d'avoir accès à la fibre. Cela représente un investissement de deux milliards d'euros sur quinze ans.



Agriculture

La Région consacre en 2018 un budget de 23,27 millions d'euros à l'agriculture et à l'agroalimentaire. Avec une moyenne de 470 installations aidées par an, la Bretagne reste une des deux régions françaises les plus dynamiques dans ce domaine.



Énergies renouvelables

Par les lois du 24 janvier 2014 et du 17 août 2015, la Région s'est vue confier le rôle de chef de file en matière de transition énergétique et climatique. Compte tenu de son potentiel exceptionnel, la Région Bretagne s'est positionnée sur le secteur des énergies marines. Les investissements réalisés sur le port de Brest permettront aux industriels de monter les machines.

Nestlé : les artistes se mobilisent

Nestlé, premier groupe agroalimentaire mondial, restructure massivement. Des artistes se mobilisent aux côtés des salariés Nestlé pour médiatiser la lutte afin de dénoncer les méthodes pratiquées !

« **Nestlé se désengage méthodiquement de la France. Annonces après annonces, rien ne semble pouvoir arrêter ces vagues de destructions d'emplois** », dénonce Daniel Loget, secrétaire du comité central d'entreprise Nestlé Purina et coordonnateur CFTC Nestlé France. Externalisations, cessions douteuses, licenciements, fermetures de sites, déménagements à répétitions, tout concourt à réduire les effectifs qui sont passés, de 2012 à 2016, de 16800 à 12300. En 2018, on atteint des records avec la suppression du site Galderma à Sophia Antipolis (400 emplois), l'externalisation des fonctions supports (500 emplois), le désengagement du site de Quimperlé (123 emplois), la fermeture du site de Beauvais (313 emplois).

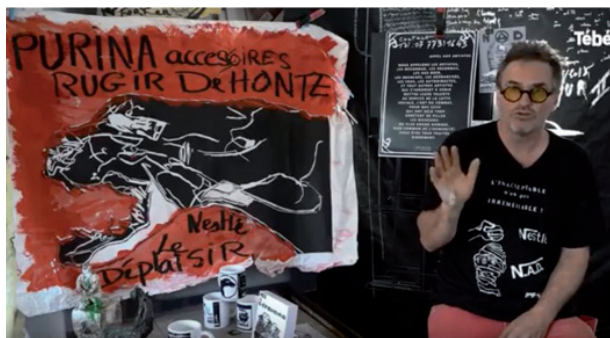
La gestion des multiples restructurations chez Nestlé Purina (branche aliments pour animaux de compagnie) a été catastrophique. Cela a été facilité par les différents changements législatifs de ces

dernières années qui ont assouplis fortement le code de travail. Nestlé a voulu passer en force en cédant la division « Accessoire » (70 salariés) à un repreneur non viable. Cela s'est fait contre l'avis des partenaires sociaux et des experts qui avaient jugé cette cession dangereuse et surréaliste. Le tribunal administratif a d'ailleurs condamné Nestlé. Dans un contexte où Nestlé Purina est l'une des branches les plus profitables du groupe (1 milliard de chiffre d'affaires sur les 4,5 réalisés en France avec plus de 20% de rentabilité) de telles méthodes, qui visent à se débarrasser des salariés à moindre coût, ne passent plus.

Pour Quimperlé, Nestlé veut, là aussi, céder le site à un repreneur. Nestlé se

garderait les marques et les produits les plus rentables mais pas les salariés. Sur un marché mature et hyper concurrentiel la viabilité de ce genre de projet est une fois de plus fortement compromise. Les partenaires sociaux ont élaboré un projet alternatif pour rester Nestlé et garder la marque FIDO essentielle à leur survie. Ce projet viable économiquement et socialement responsable a été jugé pertinent par les salariés mais aussi par des cadres dirigeants de Nestlé. Reste à convaincre dorénavant les décideurs basés en Suisse. En attendant la lutte engagée aux côtés d'artistes qui soutiennent les salariés va se poursuivre. Nestlé doit assumer et payer le prix de sa responsabilité sociale. La ZAD est devenue pour les salariés Nestlé le NAD : le Nid à Défendre. Produits et logos Nestlé sont détournés autour du concept « 1968 NAD 2018 » et servent de prétexte à la création d'œuvres d'art qui feront l'objet d'expositions afin de médiatiser cette lutte de la rue.

« Vous pouvez faire des dons, en échange de produits dérivés réalisés par les artistes, afin d'alimenter la caisse de solidarité. Les artistes qui souhaiteraient participer aux prochaines manifestations peuvent contacter le 07 77 31 16 43 », conclut Daniel Loget.



Le site de Quimperlé est menacé

En savoir plus

Brexit



Maryvonne Blondin a interpellé la ministre des Transports sur les conséquences d'un Brexit, sans accord pour les ports et le secteur de la pêche en Finistère. « *Les premières pistes de travail de la Commission européenne sur les connexions entre l'Irlande et le reste de l'Union européenne, après l'entrée en vigueur du Brexit, suscitent une vive inquiétude pour les acteurs du*

secteur maritime finistérien », a insisté la sénatrice.

Pour la pêche et l'aquaculture, le Brexit entraînera également de graves conséquences : une part importante de la pêche hauturière finistérienne se pratique aujourd'hui dans les eaux britanniques. En l'absence d'accord, la récupération par les Britanniques de l'exclusivité sur leur zone économique maritime entraînera de nombreuses difficultés économiques, la baisse de l'approvisionnement sous criée et des pertes d'emploi.

Accès à la santé

Jean-Luc Fichet a succédé à François Marc au Sénat en septembre 2017. Après un peu plus d'un an, le sénateur du Finistère a tenu une conférence de presse pour passer en revue les dossiers sur lesquels il intervient comme la reconnaissance de l'herboristerie, la commission d'enquête sur l'affaire Benalla ou la sécurité routière.

Le sénateur a particulièrement insisté sur les questions de santé, notamment à l'hôpital de Morlaix qui ne dispose plus de l'Unité de Soins Intensifs du service de Cardiologie (USIC).

Mais plus largement, Jean-Luc Fichet reste très mobilisé pour l'accès aux soins. « *Je maintiens la proposition de loi que j'avais pu faire par le passé, à savoir qu'il faudrait des règles à respecter pour les médecins. La méthode d'incitation a des résultats malheureusement faibles* », a-t-il insisté.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition d'Albert Le Gall, fidèle adhérent depuis 1991.

Militant de la section Brest rive-droite, Albert était un militant discret mais toujours disponible et efficace.

Nous adressons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

Agenda

4 novembre

10h00 : Réunion des
Conseils fédéraux de
Bretagne à Pontivy.

8 décembre

10h00 : Conseil fédéral
à Carhaix.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1245 - Vendredi 2 novembre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Une révolution symbolique

Christophe Le Digol

Il ne suffit pas de déclarer mort le clivage gauche-droite pour qu'il disparaisse, explique Christophe Le Digol, maître de conférences en science politique à l'Université de Paris Nanterre dans « Gauche/droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique » (éditions Le bord de l'eau). La mort, la fin ou le dépassement du clivage gauche-droite n'est pas, comme voudrait le croire Emmanuel Macron, un fait politique mais une stratégie pour conquérir le pouvoir. Et le conserver...

Cap Finistère : Pourquoi ce livre ?

Christophe Le Digol : La question du clivage gauche-droite a souvent été traitée en science politique mais on l'a moins souvent explicitement pris pour objet en sociologie politique. En 2008, j'avais déjà écrit « Gauche-droite, genèse d'un clivage politique ». Ce livre portait sur l'origine et l'usage de ce clivage mais pas sur sa disparition.

J'ai écrit ce livre pour deux raisons principales. D'abord, car la mort du clivage gauche-droite est devenue un enjeu politique avec l'élection d'Emmanuel Macron. Mais aussi parce que, étant l'auteur d'un des seuls ouvrages qui évoquait cette question, j'ai souvent été sollicité par des journalistes. Or, si j'ai souvent été interrogé, je n'ai pas toujours retrouvé dans les articles publiés ce que je voulais dire. Et j'ai donc décidé de prendre le temps de coucher sur le papier les réflexions que m'inspirent, aujourd'hui, ce débat.

Cap Finistère : La vigueur et la pertinence de ce clivage ont évolué durant l'Histoire ?

Christophe Le Digol : On part souvent du principe qu'il est permanent et universel. C'est la conception qui s'est imposée depuis le début du XX^e siècle, notamment à partir des travaux d'André Siegfried, auteur du célèbre « Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République ». Si on y regarde de plus près, on constate qu'il s'agit, au départ d'une stratégie de placement des députés au sein de l'hémicycle. Ensuite, au gré des régimes, il se développe ou s'affaiblit. Il est plutôt faible sous les régimes impériaux ou monarchistes mais reprend de la vigueur sous les II^e et III^e Républiques. Il est moins marqué sous la IV^e. Mais avec l'instauration de la V^e République il reprend de la vigueur et structure notre vie politique et nos représentations mentales, depuis maintenant 60 ans.

Cap Finistère : Qui peut avoir intérêt à dépasser ce clivage ?

Christophe Le Digol : Clairement tous ceux

qui ont intérêt à contester le duopole constitué par les partis qui se partagent le pouvoir depuis 1958 : pour la gauche, le Parti Socialiste et pour la droite le RPR et l'UDF, puis l'UMP et maintenant Les Républicains. Pour le dire de manière familière, ceux qui veulent être calife à la place du calife. Pour y parvenir, il faut que le système perde de sa légitimité. C'est ce qui est arrivé en 2017, aussi bien à droite, avec François Fillon mais aussi à gauche avec le quinquennat de François Hollande, jugé très sévèrement par l'électorat socialiste.

Cette volonté de dépasser le clivage gauche-droite n'est pas nouvelle. Tous les contestataires ont tenté de le faire : le FN avec son fameux UMPS ou Jean-Luc Mélenchon qui ne se réclame plus de la gauche mais du peuple. Mais, sous la V^e République, aucune tentative de remettre en cause le duopole n'avait été couronnée de succès avant l'élection d'Emmanuel Macron.

Cap Finistère : Donc pour vous, le « dépassement » du clivage droite-gauche c'est de la poudre de perlimpinpin ?

Christophe Le Digol : Il s'agit pour moi d'une révolution symbolique qui ne repose pas nécessairement sur une réalité durable. Emmanuel Macron a su tirer profit d'une conjoncture particulière. Je suis universitaire, pas prophète. Si Emmanuel Macron a été élu président et que ses soutiens sont majoritaires à l'Assemblée nationale, il reste des milliers de collectivités locales, communes, conseils départementaux ou régionaux dans lesquels ce clivage reste pertinent. Il ne suffit pas de décréter la fin du clivage gauche-droite pour qu'il disparaisse. Car il est encore solidement ancré dans les représentations mentales des citoyens.

Cap Finistère : La mise en avant du concept de « progressistes » s'inscrit-elle dans cette révolution symbolique ?

Christophe Le Digol : Tout à fait. Dans une logique de dépassement du clivage gauche-droite, il faut lui en substituer un autre et c'est là qu'apparaît la tentative de lui substituer autre chose qui serait un clivage progressistes/conservateurs. Tous ceux qui ne se reconnaîtraient pas dans le progressisme étant de fait renvoyés dans le camp des conservateurs. Il est facile de comprendre que les partisans d'Emmanuel Macron ont intérêt à faire croire que le clivage gauche-droite n'existe plus. L'histoire dira s'ils parviendront à en convaincre les électeurs.

